

**LE ROI DU MAROC
S'EN PREND À L'ALGÉRIE**

**Le jeu malsain
de Mohammed VI**

Le Maroc s'en va une nouvelle fois en «guerre» contre l'Algérie. Une guerre des mots continue depuis plusieurs jours et à laquelle viennent se greffer des tentatives et des manœuvres qui tranchent avec les ambitions de grandeur diplomatique affichée par ses dirigeants.

Dans un discours prononcé ce vendredi à l'occasion du 40^e anniversaire de la marche verte, le roi Mohammed VI a ainsi accusé l'Algérie d'avoir plongé les réfugiés sahraouis à Tindouf dans une situation humanitaire dramatique. «Les populations sahraouies de Tindouf en Algérie continuent à endurer les affres de la pauvreté, de la désolation et de la privation », dit-il. Puis il s'interroge, toujours à partir de Laayoun où il s'est rendu symboliquement pour lancer son message : «Où sont passés les centaines de millions d'aide humanitaire qui leur sont versés annuellement ? Pourquoi les autorités algériennes n'ont rien fait pour améliorer les conditions de vie des habitants des camps de Tindouf ? Pourquoi l'Algérie qui a dépensé des milliards dans sa croisade militaire et diplomatique contre le Maroc n'a pas voulu doter ces populations de logements et laisse cette population vivre une situation dramatique et inhumaine ?» Les propos en question ne constituent qu'une infime partie d'un très long texte régulièrement ponctué d'attaques du même genre et de contrevérités sidérantes. La plus incompréhensible concerne évidemment ces milliards censés avoir été dépensés par les responsables algériens dans un but... militaire contre le Maroc. Mohammed VI qui affirme comme son père, le défunt Hassan II, descendre de la lignée sainte du Prophète, considère-t-il le dispositif mis en place aux frontières algéro-marocaines pour la lutte contre la contrebande et le terrorisme comme une menace contre son royaume ? Mais comment se fait-il alors qu'il estime de la même manière que de gros budgets ont été dépensés pour mener une guerre diplomatique dont les Algériens n'ont eu aucun écho jusque-là. Au contraire, les autorités algériennes sont depuis quelques jours décriées pour leur absence de réaction face à la virulence de telles attaques.

Le sentiment s'est d'ailleurs accentué ce vendredi lorsque Mohammed VI n'a pas hésité à qualifier carrément l'Algérie de pays ennemi en évoquant les «Sahraouis qui se laissent bernier par les thèses "des ennemis" et qui s'évertuent à les répandre autour d'eux». Les Sahraouis évoqués sont naturellement ceux qui occupent les camps de réfugiés à Tindouf et qui se battent depuis de longues années pour l'indépendance du Sahara occidental dont Laayoun occupée à partir de laquelle le souverain marocain a prononcé son discours ce vendredi. «Les thèses des ennemis» ne sont rien d'autre que celles des Algériens engagés dans un processus onusien pour la résolution du dernier dossier de décolonisation dans le monde. La position du Maroc a d'ailleurs bloqué tout processus de négociations pour un règlement pacifique du conflit. Et il ne s'en cache pas, au contraire le discours du roi rejette publiquement et ouvertement «toute proposition creuse visant à torpiller l'initiative d'autonomie», seule option valable à ses yeux.

Ces propos on le remarque interviennent au moment où une série de manœuvres est enregistrée et décriée un peu partout. L'affaire est beaucoup plus grave cette fois-ci car le Maroc a révélé au grand jour son implication au mouvement autonomiste kabyle dirigé par Ferhat Mehenni. Le royaume s'est exprimé par la voix de son représentant permanent auprès des Nations-Unies lequel a appelé il y a quelques jours «le peuple kabyle à être entendu et écouté pour la reconnaissance de ses besoins et de ses attentes (...) la communauté étrangère doit faire émerger plus de huit millions de voix de Kabyles maintenus dans le silence et l'invisibilité (...) leurs leaders sont arrêtés, pourchassés et qui subissent un exil forcé». Pas de nom ni aucune autre indication concernant ces prétendus leaders pourchassés...

Le responsable du Mouvement autonomiste kabyle, Ferhat Mehenni, a immédiatement réagi en adressant au roi du Maroc une lettre de remerciements et s'est réjoui de la position du délégué marocain lors de la 70^e session de l'Assemblée générale de l'ONU. Jusqu'à l'heure, l'Algérie s'est refusée à réagir à ces provocations. Une voix s'est élevée, cependant, au sein de l'Assemblée générale des Nations-Unies. Celle de la déléguée algérienne qui a appelé les Marocains à s'occuper de leurs affaires intérieures car toutes les tentatives de détourner l'Algérie de son soutien à la cause sahraouie sont vouées à l'échec. Il s'agit de la réaction enregistrée après les graves événements de Ghardaïa durant lesquels les autorités algériennes ont officiellement annoncé que la situation qui prévalait dans cette région était en partie le résultat de manœuvres étrangères. Le Maroc avait été clairement ciblé. Le Grand Maghreb arabe est plus que jamais un grand rêve à jamais dissipé.

Abla Chérif

**LE MÉCANISME INDÉPENDANT DE SURVEILLANCE
DES ÉLECTIONS ÉVOQUÉ PAR BOUTEFLIKA**

**Scepticisme
de Mohamed Seddiki**

Pour l'ancien président de la Commission nationale indépendante de surveillance des élections, le mécanisme indépendant de surveillance des élections annoncé récemment par Bouteflika n'apporte rien de nouveau hormis son appellation et sa constitutionnalisation.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) – Mohamed Seddiki s'est montré sceptique quant au contenu du dernier message présidentiel. Selon l'ancien président de la Commission nationale indépendante de surveillance des élections, ce qui a été annoncé récemment dans la lettre de Bouteflika va «nous ramener à la

situation antérieure». «Le mécanisme indépendant de surveillance des élections annoncé sera un retour à la Commission nationale indépendante de surveillance des élections», dira Seddiki. Il considère que c'est «juste l'appellation qui a changé, ainsi que sa constitutionnalisation». Lors d'une conférence

tenue hier au siège du parti Ahd 54 à Alger, Mohamed Seddiki affirme qu'il a toujours plaidé pour une instance indépendante de surveillance et d'organisation des élections.

«En 2012, nous avons déjà demandé l'installation d'une instance indépendante et mixte chargée de la surveillance et l'organisation de l'opération électorale», précise-t-il.

Une instance qui, selon lui, devrait être mise en place après concertation du pouvoir et de l'opposition. «Elle aura la force de loi et

permettra de libérer les élections de l'emprise de l'administration», dit-il encore.

L'ancien président de la Commission nationale indépendante de surveillance des élections estime que le système doit changer. Pour ce faire, la transparence de l'opération électorale s'impose. Selon lui, seule la volonté politique permettra des élections sans fraude et ce, à travers l'installation d'une instance indépendante de surveillance et d'organisation des élections.

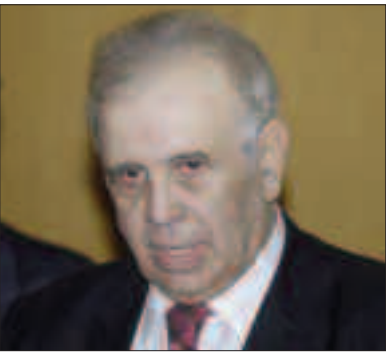
Ry. N.

**FAROUK KSENTINI À PROPOS DU PROJET
DE NOUVELLE CONSTITUTION :**

**«Nous allons en finir avec
la démocratie de façade»**

Selon le président de la Commission nationale consultative pour la protection et promotion des droits de l'homme (CNCPPDH), le projet de nouvelle Constitution renforce la démocratie. «Nous allons en finir avec la démocratie de façade» a-t-il soutenu. S'agit-il d'un aveu de Maître Farouk Ksentini qui reconnaît que l'Algérie vivait dans une démocratie de façade auparavant ?

Salima Akkouché – Alger (Le Soir) - les Algériens demandent deux choses, selon Maître Ksentini : un pays de droits et une Algérie démocratique. Le président de la CNCPPDH qui intervenait hier lors du forum de DK News sur le projet de la nouvelle Constitution dit qu'il était «temps d'avoir ces deux choses». L'intervenant se félicite d'ailleurs du projet de la Constitution qui, dit-il, va en finir avec la démocratie de façade. Avons-nous vécu dans une démocratie de façade jusque-là ? «Nous avons vécu un début de démocratie qui s'étend», se contente-t-il de dire. Mais instaurer une démocratie, dit-il, exige des élections transparentes. A ce sujet, souligne Maître Ksentini, le projet de la nouvelle Constitution évoque une commission nationale de surveillance des élections. D'ailleurs, l'intervenant dit n'avoir aucun inconvénient à ce que des étrangers siègent au sein de cette commission. «Nous n'avons aucun problème avec ça, ce qui importe c'est que les élections soient transparentes pour pouvoir instaurer une démocratie, car l'Algérie ne sera un pays démocratique au sens propre du mot qu'à travers des élections transparentes» dit-il. Les précédentes élections ne jouissaient-elles pas de transparence ? Ksentini ne veut pas cracher le mot et préfère dire qu'«elles étaient moins transparentes». Selon lui, l'idée d'une commission de surveillance est une revendication de l'opposition. Et le fait qu'elle soit prise en considération alors que l'opposition n'a pas participé aux consultations est une bonne chose, dit l'avocat qui voit ainsi un bon



L'idée d'une commission de surveillance est une revendication de l'opposition, selon Farouk Ksentini.

signe de la démocratie. «Nous ne pouvons parler d'une démocratie sans l'opposition, qui est le carburant de la démocratie» dit-il.

Le problème, selon cet avocat, n'est pas un problème de texte mais d'application. Ksentini rejoint-il ainsi les doutes de l'opposition qui dit attendre des actes pour juger de la bonne foi de ce projet de Constitution ? «Je souhaite une application concrète, je fais crédit à la bonne foi des gens et je ne peux pas les condamner à l'avance et à la preuve du terrain qui en jugera et mon souhait c'est que son application soit aussi correcte que son texte.»

**Adopter la Constitution
par référendum est un signe
de démocratie**

Le président de la Commission nationale consultative pour la protection et promotion des droits de l'homme dit qu'il est souhaitable que la nouvelle Constitution soit adoptée par référendum. «Le principe de la démocratie veut que toute Constitution ait l'approbation et la volonté populaires», dit-il. Cependant, souligne-t-il, ça ne sera pas non plus scandaleux si ce projet passe par voie parlementaire.

**La lettre des 19 personnalités
est une démarche
respectueuse**

Maître Farouk Ksentini trouve la démarche des 19 personnalités natio-

nales ayant demandé audience au président de la République «respectueuse». «L'adhésion» de Ksentini à ce projet s'arrête à ce seul point. Car l'avocat ne consolide pas le doute de ce groupe de personnalités qui se demandent si les récentes décisions émanent bel et bien du Président. «Je ne suis pas d'accord avec leur interrogation car elle n'est fondée sur aucune preuve mais je ne peux pas les empêcher d'avoir leur opinion et c'est un droit de demander audience», soutient-il.

**Les rapports des ONG
internationales sont exagérés**

Maître Ksentini trouve que les différents rapports qui pointent du doigt les droits de l'homme en Algérie sont «exagérés et non crédibles». La plupart de ces rapports, dit-il, ne se basent sur rien de concret. «Ces personnes n'ont pas eu de visa pour rentrer en Algérie et se contentent d'établir des rapports de loin. C'est pourquoi je plaide pour ouvrir les frontières pour ces ONG pour rentrer en Algérie car nous avons aussi notre part de responsabilité», dit l'intervenant qui estime que la situation des droits de l'homme s'est améliorée même si elle reste encore timide.

**Réhabiliter la peine
capitale à titre exceptionnel**

Évoquant le phénomène de kidnapping des enfants et la possibilité de rétablir la peine de mort, M^e Ksentini estime que nous pouvons suspendre l'exécution de la convention de 1993 ratifiée par l'Algérie et qui bannit la peine capitale, et revenir à l'application de cette peine ne serait-ce à titre exceptionnel. «Je considère qu'une peine de réclusion à perpétuité est beaucoup plus lourde qu'une exécution de la peine de mort en elle-même», dit l'avocat qui estime, cependant, que la peine de mort n'est pas une condamnation «exemplaire». Si c'était le cas, dit-il, on aurait vu une baisse de la criminalité dans les pays où cette peine est encore appliquée. Cependant, souligne-t-il, l'objectif principal c'est d'en finir avec ce phénomène de kidnapping même s'il faut réhabiliter la peine de mort à titre exceptionnel.

S. A.